

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/20454]

16 JUILLET 2020. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 25 avril 2019 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 relatif aux aides à l'investissement dans les secteurs de la production aquacole et de la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n° 1379/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits de la pêche et de l'aquaculture, modifiant les règlements (CE) n° 1184/2006 et (CE) n° 1224/2009 du Conseil et abrogeant le règlement (CE) n° 104/2000 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n° 1380/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 relatif à la politique commune de la pêche, modifiant les règlements (CE) n° 1954/2003 et (CE) n° 1224/2009 du Conseil et abrogeant les règlements (CE) n° 2371/2002 et (CE) n° 639/2004 du Conseil et la décision 2004/585/CE du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n° 508/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant les règlements du Conseil (CE) n° 2328/2003, (CE) n° 861/2006, (CE) n° 1198/2006 et (CE) n° 791/2007 et le règlement (UE) n° 1255/2011 du Parlement européen et du Conseil ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, notamment les articles D.4, et D.241 à D.247 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 relatif aux aides à l'investissement dans le secteur aquacole et de la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture, les articles 1^{er}, 9^o, 3, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, 15, alinéa 2, 26, alinéa 3, 28, alinéa 2, 38, § 3, alinéas 1^{er} et 2 et 45, § 2, alinéa 1^{er} ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 avril 2009 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 relatif aux aides à l'investissement dans les secteurs de la production aquacole et de la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture ;

Vu l'approbation du comité de suivi du 23 mars 2016 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 février 2019 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 mars 2019 ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er},

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

- l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 relatif aux aides à l'investissement dans les secteurs de la production aquacole et de la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture ;

- l'arrêté ministériel du 25 avril 2019 : l'arrêté ministériel du 25 avril 2019 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 relatif aux aides à l'investissement dans les secteurs de la production aquacole et de la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture.

Art. 2. A l'arrêté ministériel du 25 avril 2019, est inséré l'article 11 bis suivant :

« Art. 11 bis. En application de l'article 38, § 3, alinéa 2, 3^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019, les objectifs suivants ne sont pas éligibles :

- Les investissements qui peuvent bénéficier d'une aide en vertu de l'arrêté du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie et pour autant que l'entreprise soit éligible à ces incitants. ».

Art. 3. A l'article 5, § 2, de l'arrêté ministériel du 25 avril 2019, est inséré l'alinéa 2 suivant :

« L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas lorsqu'un appel à demandes d'aides est imposé par l'administration, avec une date butoir de soumission des demandes qui seront évaluées ensemble vis-à-vis des critères de sélection fixés au paragraphe 1^{er}. Dans ce cas, l'octroi de l'aide publiques aux demandes sélectionnées en vertu du paragraphe 1^{er} suit un ordre croissant du montant de l'aide sollicitée afin de soutenir le plus grand nombre de demandeurs. ».

Art. 4. L'annexe 1^{re} de l'arrêté ministériel du 25 avril 2019 est remplacée par l'annexe 1.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Namur, le 16 juillet 2020.

W. BORSUS

Annexe 1^{re}. Aides

Article 1^{er}. § 1^{er}. Dans le respect des modalités fixées à l'article 2, le montant minimum des investissements admissibles, le montant maximal de l'aide par bénéficiaire, le taux de l'aide publique totale, les taux de participation des aides régionale et européenne, et le nombre maximum de demandes recevables sont fixés comme suit pour les différentes aides visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 :

Objectifs visés par les investissements	Montant minimum des investissements admissibles (€)	Montant maximal de l'aide par bénéficiaire (€)	Taux de l'aide publique totale (% des dépenses éligibles)	Taux de participation de l'aide régionale (% de l'aide publique totale)	Taux de participation de l'aide européenne (% de l'aide publique totale)	Nombre maximum de demandes recevables
Article 21 (Aides à l'installation)	20.000	70.000	50	25	75	1
Article 35 (Aides à l'investissement) à l'exception des investissements visés à l'article 38, § 3.	10.000	400.000	40	40	60	3
Article 35, pour les investissements visés à l'article 38, § 3 (protection des exploitations contre les prédateurs sauvages)	1.000	50.000	50	40	60	3
Article 39 (Aides à l'investissement dans la transformation)	10.000	100.000	40	40	60	3

§ 2. Conformément à l'article 95, § 5, du règlement n°508/2014, pour les opérations mises en oeuvre par des entreprises qui ne répondent pas à la définition des PME, telle que définie dans la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises, les taux d'aide publique totale fixés au paragraphe 1^{er} sont réduits de 20 pourcents.

Art. 2. § 1^{er}. Pour les aides à l'investissement en aquaculture et les aides à l'investissement dans la transformation, visées aux chapitres 4 et 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019, à l'exception des investissements visés à l'article 38, § 3, du même arrêté, le taux de l'aide publique totale fixé à l'article 1^{er} constitue un taux maximum. Le taux de l'aide publique totale est déterminé individuellement pour chaque demande sur base des critères fixés aux paragraphes 2 et 3, examinés vis-à-vis de l'unité de production aquacole ou de transformation concernée par la demande, qui donne droit à des pourcentages d'aide cumulables, dans le respect du taux maximum d'aide publique totale fixé à l'article 1^{er}.

§ 2. Pour l'aide visée à l'article 35, à l'exception des investissements visés à l'article 38, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019, les critères suivants, cumulables, s'appliquent :

Critères	Taux de l'aide publique totale (% des dépenses éligibles)
Taux de base (pour toute demande)	30
Le demandeur ne répond pas à la définition d'une PME, telle que définie dans la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises	-10
La demande d'aide concerne un entrepreneur entrant dans le secteur aquacole	10
Le bénéficiaire prévoit la création d'emploi de plus de 20 % par rapport à l'effectif d'emploi avant l'investissement	
La demande d'aide concerne une unité de production pratiquant l'élevage d'au moins une espèce pouvant participer durablement à la diversification des produits aquacoles, telles que fixées à l'article 3 de la présente annexe	10
La demande d'aide concerne une unité de production engagée, au moins pour une partie de sa production, dans un processus de certification conforme au règlement n° 1151/2012 du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012 relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires	10

La demande d'aide concerne une unité de production engagée, au moins pour une partie de sa production, dans un processus de certification conforme au règlement n° 889/2008 de la Commission du 5 septembre 2008 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques en ce qui concerne la production biologique, l'étiquetage et les contrôles	
La demande d'aide concerne des investissements répondants à l'objectif visé par l'article 48, paragraphe 1 ^{er} , i) ou j) du règlement n° 508/2014	10
La demande d'aide concerne des investissements utiles à la transformation et commercialisation sur le site de l'unité de production aquacole concernée	10

§ 3. Pour l'aide visée à l'article 39 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019, les critères suivants, cumulables, s'appliquent :

Critères	Taux de l'aide publique totale (% des dépenses éligibles)
Taux de base (pour toute demande)	25
La demande d'aide concerne une unité de transformation créée au cours des 2 dernières années précédant la demande d'aide	10
Le bénéficiaire prévoit la création d'emploi de plus de 20 % par rapport à l'effectif d'emploi avant l'investissement	10
Les investissements concernés par la demande d'aide sont dédiés au moins en partie à la transformation de produits certifiés conformes règlements n° 1151/2012 du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012 relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires ou n° 889/2008 de la Commission du 5 septembre 2008 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques en ce qui concerne la production biologique, l'étiquetage et les contrôles	10
Les investissements concernés par la demande d'aide sont dédiés au moins en partie à la transformation de produits aquacoles qui ont été élevés au moins durant deux tiers de leur vie dans des bassins situés dans un rayon de 150km autour de l'unité de transformation qui bénéficie de l'aide	15

Art. 3. Tenant compte notamment de leurs perspectives commerciales ainsi que des risques moindres sur l'environnement qu'induit leur élevage, les espèces pouvant participer durablement à la diversification des produits aquacoles sur le territoire de la Région wallonne sont les suivantes :

- 1° Ombre commun (*Thymallus thymallus*) ;
- 2° Lotte de rivière (*Lotta lotta*) ;
- 3° Sandre (*Sander lucioperca*) ;
- 4° Perche fluviale (*Perca fluviatilis*) ;
- 5° Saumon de l'Atlantique (*Salmo salar*) ;
- 6° toutes les espèces appartenant à l'ordre des décapodes ;
- 7° toutes les espèces de la famille des Acipenseridae.

Sur avis favorable de l'administration, d'autres espèces que celles visées à l'alinéa 1^{er} peuvent être admises.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 25 avril 2019 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux aides à l'investissement dans les secteurs de la production aquacole et de la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture.

Namur, le 16 juillet 2020.

Le Ministre de l'Agriculture,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/20454]

16. JULI 2020 — Ministerieller Erlass zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 25. April 2019 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019 über Investitionsbeihilfen in den Bereichen Aquakultur und Verarbeitung von Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen

Der Minister für Landwirtschaft,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1379/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2013 über die gemeinsame Marktorganisation für Erzeugnisse der Fischerei und der Aquakultur, zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 1184/2006 und (EG) Nr. 1224/2009 des Rates und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 104/2000 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1380/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2013 über die Gemeinsame Fischereipolitik und zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 1954/2003 und (EG) Nr. 1224/2009 des Rates sowie zur Aufhebung der Verordnungen (EG) Nr. 2371/2002 und (EG) Nr. 639/2004 des Rates und des Beschlusses 2004/585/EG des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 508/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. Mai 2014 über den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnungen (EG) Nr. 2328/2003, (EG) Nr. 861/2006, (EG) Nr. 1198/2006 und (EG) Nr. 791/2007 des Rates und der Verordnung (EU) Nr. 1255/2011 des Europäischen Parlaments und des Rates;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, insbesondere der Artikel D.4 und D.241 bis D.247;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019 über Investitionsbeihilfen in den Bereichen Aquakultur und Verarbeitung von Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen, Artikel 1 Ziffer 9, 3 § 1 Absätze 1 und 2, 15 Absatz 2, 26 Absatz 3, 28 Absatz 2, 38 § 3 Absatz 1 und 2 sowie 45 § 2 Absatz 1;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 25. April 2019 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019 über Investitionsbeihilfen in den Bereichen Aquakultur und Verarbeitung von Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen;

Aufgrund der Zustimmung des Begleitausschusses vom 23. März 2016;

Aufgrund der am 25. Februar 2019 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 14. März 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019 über Investitionsbeihilfen in den Bereichen Aquakultur und Verarbeitung von Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen;

- der Ministerielle Erlass vom 25. April 2019: der Ministerielle Erlass vom 25. April 2019 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019 über Investitionsbeihilfen in den Bereichen Aquakultur und Verarbeitung von Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen.

Art. 2 - In den Ministeriellen Erlass vom 25. April 2019 wird ein Artikel 11 bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 11 bis - In Anwendung von Artikel 38 § 3 Absatz 2 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019 sind folgende Ziele nicht beihilfefähig:

- Investitionen, die gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, beihilfefähig sind und sofern der Betrieb für solche Anreize in Frage kommt.“

Art. 3 - In Artikel 5 § 2 des Ministeriellen Erlasses vom 25. April 2019 wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Absatz 1 ist nicht anwendbar, wenn die Verwaltung eine Aufforderung zur Einreichung von Beihilfeanträgen mit einer Frist für die Einreichung von Anträgen erlässt, die gemeinsam unter Zugrundelegung der in Paragraph 1 festgelegten Auswahlkriterien geprüft werden. In diesem Fall erfolgt die Gewährung der öffentlichen Beihilfen für die gemäß Paragraph 1 ausgewählten Anträge in aufsteigender Reihenfolge der beantragten Beihilfebeträge, um die größtmögliche Anzahl von Antragstellern zu unterstützen.“

Art. 4 - Anhang 1 des Ministeriellen Erlasses vom 25. April 2019 wird durch Anhang 1 ersetzt.

Art. 5 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

Namur, den 16. Juli 2020.

W. BORSUS

Anhang 1 - Beihilfen

Artikel 1 - § 1. In Übereinstimmung mit den in Artikel 2 genannten Modalitäten werden der Mindestbetrag der beihilfefähigen Investitionen, der Höchstbetrag der Beihilfe pro Begünstigter, der Satz der gesamten öffentlichen Beihilfe, die Anteile der Beteiligung regionaler und europäischer Beihilfen und die Höchstzahl der zulässigen Anträge für die verschiedenen Beihilfen gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. September 2019 wie folgt festgelegt:

Ziele der Investitionen	Mindestbetrag der beihilfefähigen Investitionen (€)	Höchstbetrag der Beihilfe pro Begünstigten (€)	Satz der gesamten öffentlichen Beihilfe (% der beihilfefähigen Ausgaben)	Anteil der Beteiligung regionaler Beihilfen (% der gesamten öffentlichen Beihilfe)	Anteil der Beteiligung europäischer Beihilfen (% der gesamten öffentlichen Beihilfe)	Höchstzahl der zulässigen Anträge
Artikel 21 (Niederlassungsbeihilfen)	20.000	70.000	50	25	75	1
Artikel 35 (Investitionsbeihilfen) mit Ausnahme der in Artikel 38 § 3 erwähnten Investitionen	10.000	400.000	40	40	60	3
Artikel 35, für die in Artikel 38 § 3 erwähnten Investitionen (Schutz der Anlagen vor wilden Raubtieren)	1.000	50.000	50	40	60	3
Artikel 39 (Investitionsbeihilfen für die Verarbeitung)	10.000	100.000	40	40	60	3

§ 2. Gemäß Artikel 95 Absatz 5 der Verordnung (EU) Nr. 508/2014 werden für Vorhaben, die von Unternehmen durchgeführt werden, die nicht der KMU-Definition gemäß der Empfehlung 2003/361/EG der Kommission vom 6. Mai 2003 betreffend die Definition der Kleinstunternehmen sowie der kleinen und mittleren Unternehmen entsprechen, die in Paragraph genannten Sätze der gesamten öffentlichen Beihilfe um 20 Prozent verringert.

Art. 2 - § 1. Für die in den Kapiteln 4 und 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019 erwähnten Investitionsbeihilfen für die Aquakultur und Investitionsbeihilfen für die Verarbeitung, mit Ausnahme der in Artikel 38 § 3 desselben Erlasses erwähnten Investitionen, stellt der in Artikel 1 festgelegte Satz der gesamten öffentlichen Beihilfen einen Höchstsatz dar. Der Satz der gesamten öffentlichen Beihilfen wird für jeden Antrag individuell nach den in den Paragraphen 2 und 3 festgelegten Kriterien festgelegt, die in Bezug auf die von dem Antrag betroffene Aquakulturanlage oder Verarbeitungseinheit geprüft werden, die Anspruch auf kumulative Prozentsätze der Beihilfe hat, wobei der Höchstsatz der öffentlichen Beihilfen gemäß Artikel 1 eingehalten wird.

§ 2. Für die in Artikel 35 genannte Beihilfe, mit Ausnahme der in Artikel 38 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019 genannten Investitionen, gelangen folgende kumulative Kriterien zur Anwendung:

Kriterien	Satz der gesamten öffentlichen Beihilfe (% der beihilfefähigen Ausgaben)
Basissatz (für jeden Antrag)	30
Der Antragsteller entspricht nicht der Definition eines KMU im Sinne der Empfehlung 2003/361/EG der Kommission vom 6. Mai 2003 betreffend die Definition der Kleinstunternehmen sowie der kleinen und mittleren Unternehmen	-10
Der Beihilfeantrag betrifft einen Neueinsteiger im Aquakultursektor	10
Der Begünstigte geht davon aus, dass die Beschäftigungszahlen im Vergleich zu der Situation vor der Investition um mehr als 20 % steigen werden.	10
Der Beihilfeantrag betrifft eine Produktionseinheit, die mindestens eine Art züchtet, die einen nachhaltigen Beitrag zur Diversifizierung der Erzeugnisse der Aquakultur gemäß Artikel 3 des vorliegenden Anhangs leisten kann	10

Der Beihilfeantrag betrifft eine Produktionseinheit, die zumindest für einen Teil ihrer Produktion an einem Zertifizierungsverfahren gemäß der Verordnung Nr. 1151/2012 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. November 2012 über Qualitätsregelungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel beteiligt ist	10
Der Beihilfeantrag betrifft eine Produktionseinheit, die zumindest für einen Teil ihrer Produktion an einem Zertifizierungsverfahren gemäß der Verordnung (EG) Nr. 889/2008 der Kommission vom 5. September 2008 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 834/2007 des Rates über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen hinsichtlich der ökologischen/biologischen Produktion, Kennzeichnung und Kontrolle beteiligt ist	10
Der Beihilfeantrag betrifft Investitionen, die dem in Artikel 48 Absatz 1 Buchstabe <i>i</i>) oder <i>j</i>) der Verordnung Nr. 508/2014 genannten Ziel entsprechen	10
Der Beihilfeantrag betrifft Investitionen zur Verarbeitung und Vermarktung auf dem Betriebsgelände der betreffenden Aquakulturanlage	10

§ 3. Für die in Artikel 39 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019 genannten Investitionen, gelangen folgende kumulative Kriterien zur Anwendung:

Kriterien	Satz der gesamten öffentlichen Beihilfe (% der beihilfefähigen Ausgaben)
Basissatz (für jeden Antrag)	25
Der Beihilfeantrag betrifft eine Verarbeitungseinheit, die in den letzten 2 Jahren vor dem Beihilfeantrag geschaffen wurde.	10
Der Begünstigte geht davon aus, dass die Beschäftigungszahlen im Vergleich zu der Situation vor der Investition um mehr als 20 % steigen werden.	10
Die vom Beihilfeantrag betroffenen Investitionen sind zumindest teilweise für die Verarbeitung von gemäß der Verordnung Nr. 1151/2012 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. November 2012 über Qualitätsregelungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel oder Nr. 889/2008 der Kommission vom 5. September 2008 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 834/2007 des Rates über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen hinsichtlich der ökologischen/biologischen Produktion, Kennzeichnung und Kontrolle zertifizierten Erzeugnissen bestimmt.	10
Die vom Beihilfeantrag betroffenen Investitionen sind zumindest teilweise für die Verarbeitung von Erzeugnissen der Aquakultur bestimmt, die seit mindestens zwei Dritteln ihres Lebens in Becken in einem Umkreis von 150 km um die Verarbeitungseinheit, die die Beihilfe erhält, gehalten werden.	15

Art. 3 - Unter besonderer Berücksichtigung ihrer wirtschaftlichen Perspektiven und der geringeren Umweltrisiken, die mit ihrer Zucht verbunden sind, sind die Arten, die auf nachhaltige Weise zur Diversifizierung der Aquakulturerzeugnisse auf dem Territorium der Wallonischen Region beitragen können, die folgenden:

- 1° Europäische Äsche (*Thymallus thymallus*);
- 2° Quappe (*Lota lotta*);
- 3° Zander (*Sander lucioperca*);
- 4° Flussbarsch (*Perca fluviatilis*);
- 5° Atlantischer Lachs (*Salmo salar*);
- 6° Alle Arten, die zur Ordnung der Zehnfüßkrebse (*decapoda*) gehören;
- 7° Alle Arten der Familie der Störe (*Acipenseridae*).

Nach günstiger Stellungnahme der Verwaltung können andere als die in Absatz 1 genannten Arten zugelassen werden.

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 25. April 2019 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2019 über Investitionsbeihilfen in den Bereichen Aquakultur und Verarbeitung von Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen beigelegt zu werden.

Namur, den 16. Juli 2020

Der Minister für Landwirtschaft
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/20454]

16 JULI 2020. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 25 april 2019 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 betreffende de investeringssteun in de sectoren van de aquacultuurproductie en van de verwerking van visserij- en aquacultuurproducten

De Minister van Landbouw,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1303/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds, het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij en algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij, en tot intrekking van verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1379/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2013 houdende een gemeenschappelijke marktordening voor visserijproducten en aquacultuurproducten, tot wijziging van Verordeningen (EG) nr. 1184/2006 en (EG) nr. 1224/2009 van de Raad en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 104/2000 van de Raad;

Gelet op verordening (EU) nr. 1380/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2013 inzake het gemeenschappelijk visserijbeleid, tot wijziging van Verordeningen (EG) nr. 1954/2003 en (EG) nr. 1224/2009 van de Raad en tot intrekking van Verordeningen (EG) nr. 2371/2002 en (EG) nr. 639/2004 van de Raad en Besluit 2004/585/EG van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 508/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 inzake het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij en tot intrekking van de Verordeningen (EG) nr. 2328/2003, (EG) nr. 861/2006, (EG) nr. 1198/2006 en (EG) nr. 791/2007 van de Raad en Verordening (EU) nr. 1255/2011 van het Europees Parlement en de Raad;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D.4, en D.241 tot D.247;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 betreffende de investeringssteun in de sectoren van de aquacultuurproductie en van de verwerking van visserij- en aquacultuurproducten, artikelen 1, 9°, 3, § 1, leden 1 en 2, 15, lid 2, 26, lid 3, 28, lid 2, 38, § 3, leden 1 en 2, en 45, § 2, lid 1;

Gelet op het ministerieel besluit van 25 april 2009 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 betreffende de investeringssteun in de sectoren van de aquacultuurproductie en van de verwerking van visserij- en aquacultuurproducten;

Gelet op de goedkeuring van het opvolgingscomité van 23 maart 2016;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 februari 2019;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 maart 2019 ;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder:

- besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 : het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 betreffende de investeringssteun in de sectoren van de aquacultuurproductie en van de verwerking van visserij- en aquacultuurproducten;

- ministerieel besluit van 25 april 2019 : het ministerieel besluit van 25 april 2019 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 betreffende de investeringssteun in de sectoren van de aquacultuurproductie en van de verwerking van visserij- en aquacultuurproducten.

Art. 2. Het volgende artikel 11 bis wordt ingevoegd in het ministerieel besluit van 25 april 2019:

“Art. 11 bis. In toepassing van artikel 38, § 3, tweede lid, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019, komen de volgende doelstellingen niet in aanmerking :

- Investeringssteun die in aanmerking komen voor steun op grond van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen en voor zover dat de onderneming voor dergelijke incentives in aanmerking komt.”.

Art. 3. In artikel 5, § 2, van het ministerieel besluit van 25 april 2019 wordt het volgende lid 2 ingevoegd:

“Lid 1 is niet van toepassing wanneer de administratie een oproep tot het indienen van steunaanvragen doet met een uiterste datum voor de indiening van aanvragen die samen aan de in paragraaf 1 vastgestelde selectiecriteria zullen worden getoetst. In dat geval wordt bij de toekenning van overheidssteun voor de overeenkomstig paragraaf 1 geselecteerde aanvragen een oplopende volgorde van het aangevraagde steunbedrag aangehouden, teneinde het grootste aantal aanvragers te kunnen steunen.”.

Art. 4. Bijlage 1 bij het ministerieel besluit van 25 april 2019 wordt vervangen door bijlage 1.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Namen, 16 juli 2020.

Bijlage 1. Steun

Artikel 1. § 1. Met inachtneming van de nadere regels vastgesteld in artikel 2 worden het minimumbedrag van de toelaatbare investeringen, het maximumbedrag van de steun per gerechtigde, het totale overheidssteunpercentage, de aandelenpercentages van gewestelijke en Europese steun en het maximaantal ontvankelijke aanvragen als volgt vastgesteld voor de verschillende steunvormen bedoeld bij het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019:

Doelstellingen beoogd door de investeringen	Minimumbedrag (€) toelaatbare investeringen	Maximumbedrag van de steun door de gerechtigde in euro	Totale overheidssteunpercentage (% van de subsidiabele uitgaven)	Aandeelpercentage gewestelijke steun (% totale overheidssteun)	Aandeelpercentage Europese steun (% totale overheidssteun)	Maximaantal ontvankelijke aanvragen
Artikel 21 (Installatiesteun)	20.000	70.000	50	25	75	1
Artikel 35 (Investeringssteun); uitgezonderd investeringen bedoeld in artikel 38, § 3.	10.000	400.000	40	40	60	3
Artikel 35, voor de investeringen bedoeld in artikel 38, § 3 (bescherming bedrijven tegen wilde roofdieren)	1.000	50.000	50	40	60	3
Artikel 39 (Investeringssteun verbouwingen)	10.000	100.000	40	40	60	3

§ 2. Overeenkomstig artikel 95, § 5, van Verordening nr. 508/2014 worden voor concrete acties die worden uitgevoerd door ondernemingen die niet beantwoorden aan de definitie van een KMO, zoals vastgesteld in Aanbeveling 2003/361/EC van de Commissie van 6 mei 2003 betreffende de definitie van kleine, middelgrote en micro-ondernemingen, de in paragraaf 1 vastgestelde percentages van de totale overheidssteun met 20 procent verlaagd.

Art. 2. § 1. Voor de investeringssteun in de aquacultuur en de investeringssteun voor verwerking als bedoeld in de hoofdstukken 4 en 5 van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019, uitgezonderd de investeringen bedoeld in artikel 38, § 3, van hetzelfde besluit, vormt het cijfer van de totale overheidssteun vastgesteld in artikel 1 een maximumpercentage. Het cijfer van de totale overheidssteun wordt individueel voor elke aanvraag berekend op grond van de criteria vastgesteld in de paragrafen 2 en 3, onderzocht ten opzichte van de eenheid aquacultuur of de betrokken verbouwing in de aanvraag, die recht geeft op samenvoegbare steunpercentages, met inachtneming van het maximumcijfer van de totale overheidssteun vastgesteld in artikel 1.

§ 2. Voor de steun bedoeld in artikel 35, de investeringen uitgezonderd als bedoeld in artikel 38, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019, zijn volgende samenvoegbare criteria van toepassing:

Criteria	Totale overheidssteunpercentage (% van de subsidiabele uitgaven)
Basiscijfer (voor iedere aanvraag)	30
De aanvrager voldoet niet aan de definitie van een KMO, zoals vastgesteld in Aanbeveling 2003/361/EC van de Commissie van 6 mei 2003 betreffende de definitie van kleine, middelgrote en micro-ondernemingen	-10
De steunaanvraag betreft een ondernemer die in de aquacultuursector stapt	10
De gerechtigde voorziet het creëren van banen van meer dan 20% ten opzichte van de totale personeelsinzet voor de investering	10
De steunaanvraag betreft een productie-eenheid die minstens één soort teelt die op duurzame wijze bij kan dragen tot de diversificatie van de aquacultuurproducten zoals vastgesteld in artikel 3 van huidige bijlage	10
De steunaanvraag betreft een productie-eenheid die minstens voor een deel van haar productie in een certificatieproces is gestapt overeenkomstig Verordening 1151/2012 van het Europees Parlement en de Raad van 21 november 2012 inzake kwaliteitsregelingen voor landbouwproducten en levensmiddelen	10

De steunaanvraag betreft een productie-eenheid die minstens voor een deel van zijn productie in een certificatieproces is gestapt overeenkomstig Verordening 889/2008 tot vaststelling van bepalingen ter uitvoering van Verordening (EG) nr. 834/2007 van de Raad inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten, wat de biologische productie, de etikettering en de controle betreft	10
De steunaanvraag betreft investeringen die beantwoorden aan doelstelling van artikel 48, § 1, <i>i</i>) of <i>j</i>) van Verordening 508/2014	10
De steunaanvraag betreft investeringen nuttig voor de verwerking en de verhandeling op de site van de betrokken aquacultuurproductie-eenheid	10

§ 3. Voor de steun bedoeld in artikel 39 van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019, zijn volgende samenvoegbare criteria van toepassing:

Criteria	Totale overheidssteunpercentage (% van de subsidiabele uitgaven)
Basiscijfer (voor iedere aanvraag)	25
De steunaanvraag betreft een verwerkingseenheid opgericht tijdens de laatste 2 jaar voorafgaand aan de steunaanvraag	10
De gerechtigde voorziet het creëren van banen van meer dan 20% ten opzichte van de totale personeelsinzet voor de investering	10
De investeringen vallend onder de steunaanvraag zijn er minstens gedeeltelijk op gericht, gecertificeerde producten te verwerken overeenkomstig Verordening 1151/2012 van het Europees Parlement en de Raad van 21 november 2012 inzake kwaliteitsregelingen voor landbouwproducten en levensmiddelen dan wel 889/2008 tot vaststelling van bepalingen ter uitvoering van Verordening (EG) nr. 834/2007 van de Raad inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten, wat de biologische productie, de etikettering en de controle betreft	10
De investeringen vallend onder de steunaanvraag zijn er minstens gedeeltelijk op gericht aquacultuurproducten te verwerken, die tijdens minstens twee derde van hun levensduur geteeld zijn in bekkens gelegen in een straal van 150 km rond de steungerechtigde bedrijfseenheid	15

Art. 3. Rekening houdend met name met hun handelsperspectieven, evenals met de mindere leefmilieurisico's van hun teelt zijn de soorten die duurzame deel kunnen nemen aan de diversificatie van de aquacultuurproducten op het grondgebied van het Waalse Gewest de volgende:

- 1° Vlagzalm (*Thymallus thymallus*) ;
- 2° Kwabaal (*Lota lota*);
- 3° Sander (*Sander lucioperca*) ;
- 4° Baars (*Perca fluviatilis*) ;
- 5° Atlantische zalm (*Salmo salar*) ;
- 6° alle soorten toebehorend aan de orde der tienpotigen;
- 7° alle soorten van de familie Acipenseridae.

Na gunstig advies van de administratie kunnen andere soorten dan die beoogd in lid 1 toegelaten worden.

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 25 april 2019 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 betreffende de investeringssteun in de sectoren van de aquacultuurproductie en van de verwerking van visserij- en aquacultuurproducten.

Namen, 16 juli 2020.

De Minister van Landbouw,
W. BORSUS